

Bureau du 13 avril 2022

L'an deux mille vingt deux, le treize avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

Absents/excusés :

THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
LEI Josiane, Présidente CCPEVA
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Christophe MUTILLOD
Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués
Date de convocation : 6 avril 2022
Délibération affichée le :

Point n°3 – Avenant n°1 de l'accord-cadre 2020-007 de suivi de la qualité des eaux superficielles (lot 2): « Evaluation de la qualité de l'eau sur la Basse Dranse et diagnostic des micropolluants » (fiche action A3.1-1 du contrat de rivières)

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels ont été inscrites, par transfert, pour le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, les compétences, basées sur l'item 12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, d'animation, y compris pédagogique, et de concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

Vu le projet d'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020, et signé le 9 juillet 2020,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors de l'avenant signé le 9 juillet 2020,

Considérant la fiche action A3.1-1 « Réduction des pollutions industrielles – diagnostic sur les rejets micropolluants de la Basse Dranse » du volet A du contrat de rivières, ayant pour objet la mise en place d'un réseau de stations de mesures permettant de suivre l'évolution de la qualité des eaux de la Dranse aval sur plusieurs années, notamment grâce à des indicateurs biologiques (gammares).

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, indique que à l'assemblée qu'à la suite des résultats de la première année de suivi 2021, il est nécessaire d'ajuster le programme de mesures de l'accord-cadre 2020-007 pour le suivi de la qualité des eaux superficielles / lot 2 : « Evaluation de la qualité de l'eau sur la Basse Dranse : diagnostic des micropolluants ».

Pour rappel, les prestations confiées au prestataire relatives aux campagnes de mesures, prélèvements et analyses sont les suivantes :

- Prélèvements, mesures in situ et analyse physico-chimiques ;
- Prélèvements, mesures in situ et analyses écotoxycologiques-bioaccumulation à partir d'organismes vivants ;
- Prélèvements, mesures in situ et analyses des micropolluants et des polluants spécifiques (substances prioritaires DCE).

La première année de suivi de la qualité des eaux (diagnostic des micropolluants sur la Basse Dranse) a été réalisée en 2021. A la suite de cette première année de suivi le CCTP prévoit que le programme de suivi pour les années suivantes puisse être ajusté et adapté en fonction des résultats observés la première année de suivi.

Source CCTP accord-cadre 2020-007 / Lot 2 : « *Toute modification (abandon d'une station, modification de la périodicité, etc.) pourra engendrer une évolution du programme de monitoring, déclenché via le BPU. Ce point sera discuté annuellement lors d'une réunion du comité de pilotage* ».

A la suite du comité de pilotage du 14 février 2022, il a été décidé en séance d'ajuster le programme de suivi en l'adaptant en fonction des résultats obtenus lors de la première année de suivi en 2021.

Cette adaptation du programme nécessite l'intégration de prix nouveaux au BPU afin de prendre en compte la nature des prestations à réaliser lors du suivi des prochaines années.

Les prix nouveaux sont les suivants :

- Le prix nouveau 2.2 bis : ce prix est similaire au prix initial 2.2 mais les prestations prévues sont exécutées uniquement sur les métaux lourds (pas sur d'autres substances ou molécules). Cela se traduit par un prix unitaire nouveau au BPU de 1 175 € HT (cf. détails sur l'avenant n°1 de l'accord-cadre 2020-007 / lot 2).
- Le prix nouveau 2.3 bis : ce prix est similaire au prix initial 2.3 mais les prestations prévues sont exécutées uniquement sur les micropolluants minéraux (pas sur d'autres polluants ou molécules). Cela se traduit par un prix unitaire nouveau au BPU de 200 € HT (cf. détails sur l'avenant n°1 de l'accord-cadre 2020-007 / lot 2).

Les ajustements du programme pour les prochaines années conduisent également à adapter le nombre de stations et le nombre de campagnes prévues pour les différents paramètres à suivre.

Les adaptations des prestations de l'avenant n°1 ont des incidences sur les répartitions des coûts financiers entre les différentes périodes de l'accord-cadre. Ces adaptations n'ont pas d'incidence financière sur le montant global de l'accord-cadre sur l'ensemble de sa durée.

Pour rappel, le montant initial de l'accord-cadre était prévu ainsi :

- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 30 000.00 euros HT. (2 ans)
- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 30 000.00 euros HT. (2 ans)

Le montant total sur la durée de l'accord-cadre (4 ans) : 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

Le montant de l'accord-cadre est revu en fonction des adaptations du programme (nouveau prix, nombre de campagnes et de stations) ainsi :

- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 35 000.00 euros HT. (2 ans)
- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 25 000.00 euros HT. (2 ans)

Le montant total sur la durée de l'accord-cadre (4 ans) reste inchangé : 60 000 € HT, soit 72 000 € TTC.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** l'avenant n°1 de l'accord-cadre 2020-007 de suivi de la qualité des eaux superficielles (lot 2) confié au bureau d'étude AQUABIO SCOPSA ;
- **AUTORISE** Mme la Présidente à le signer ainsi que tout document nécessaire à sa notification et sa mise en œuvre.

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.